

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOUI, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Contentieux relatif au CORUM

Protocole transactionnel entre la commune de Montpellier, la Trésorerie Municipale, et les sociétés AXIMA CONCEPT, SPIE SA et JACOBS FRANCE

Max LEVITA rapporte :

La commune de Montpellier, en vue de la réalisation d'un palais des congrès - auditorium dénommé le CORUM, a conclu le 23 février 1984 un contrat de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM). Cette dernière a alors conclu un marché public d'ingénierie et d'architecture avec les architectes MM. VASCONI, BERARD, GARCIA-DIAZ et VALES, le bureau technique d'ingénierie SA SERETE et les acousticiens M. TOURANE et la SA COMMINS INGEMASSON, ainsi que divers marchés avec les entreprises chargées d'exécuter les travaux.

Ces travaux étaient notamment relatifs à l'édification des ouvrages suivants :

- l'ouvrage dénommé « bache à eau » destiné à stocker de l'eau chaude et à conserver l'énergie destinée au chauffage du bâtiment ;
- les planchers, les équipements scéniques incluant une conque d'orchestre, les dispositifs de chauffage et de climatisation, et plus généralement l'aménagement des différentes salles de spectacle, de répétitions et d'enregistrement.

Les ouvrages ont été achevés en 1990, mais dès la fin de cette année sont apparus :

- des fissures et des infiltrations dans la structure en béton de l'ouvrage dénommé « bache à eau » ;
- et différents problèmes acoustiques faisant obstacle aux utilisations de différentes salles de répétition et de spectacles.

Suite à une expertise, la commune et la SERM ont sollicité la condamnation de l'ensemble des responsables desdits désordres. Ces demandes ont été rejetées le 26 mars 2003 par le Tribunal Administratif de Montpellier puis le 13 juin 2005 par la Cour Administrative d'Appel de Marseille.

Sur pourvoi de la commune, le Conseil d'Etat, par deux arrêts du 29 décembre 2008 et un arrêt en rectification d'erreur matérielle du 12 mars 2010, est entré en voie d'annulation et a prononcé notamment les condamnations suivantes, dont le détail figure dans le protocole transactionnel joint :

- dans l'instance n°286102 « bâche à eau » :
 - o 70 345.42 € au titre de la condamnation principale, portant intérêts à compter du 15/07/1993 eux-mêmes capitalisés annuellement à compter du 16/07/1994 ;
 - o 18 128.71 € au titre des frais d'expertise (article 7) ;
- dans l'instance n°286130 « désordres acoustiques » :
 - o 3 271 650 € au titre de la condamnation principale, portant intérêts à compter du 29/11/1991 eux-mêmes capitalisés annuellement à compter du 30/11/1992 ;
 - o 105 944.05 € au titre des frais d'expertise (article 8).

Suite à une période de recouvrement amiable des sommes dues par les différentes personnes physiques et morales condamnées, la commune de Montpellier a entrepris de recouvrer de manière forcée les sommes restant dues.

Plusieurs procédures de contestation de forme et de fond ont alors été diligentées par certains redevables.

La commune de Montpellier, la Trésorerie Municipale et les sociétés SPIE SA, JACOBS France, AXIMA CONCEPT se sont alors rapprochées afin de solder la créance de la commune et de mettre fin aux différentes actions les opposant devant le juge administratif et le juge de l'exécution :

Afin de parvenir à un accord, la commune a reconnu que sa créance, dans l'instance n° 286102, était apurée et les parties sont convenues d'arrêter définitivement le montant de la créance de la commune dans l'instance n° 286130 :

- au titre de la condamnation principale, à la somme totale de 7 806 865,68 € en principal et intérêts arrêtés au 19 avril 2011, date de début des négociations, soit un solde à payer de 2 137 162,92 € ;
- au titre des frais d'expertise à la somme de 105 944,04 €, soit un solde à payer de 40 133, 33 €.

En contrepartie du règlement du solde, les parties se sont engagées à se désister, sans dépens, ni frais irrépétibles, des actions engagées.

Ce solde ayant été entièrement réglé à ce jour, il convient d'approuver le protocole actant les engagements réciproques des parties.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes du protocole d'accord joint en annexe portant exécution définitive des arrêts du Conseil d'Etat des 29 décembre 2008 et 12 mars 2010 et mettant fin au contentieux d'exécution.
-
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer ledit protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013